

Peut-on faire un premier bilan des Trumponomics ?

Sans doute beaucoup trop tôt pour tirer un bilan. Les citoyens américains comme nous, financiers, disposons de quatre années pour le faire et nous savons que le seul juge en matière de gestion est le moyen/long terme.

Néanmoins, après avoir constaté qu'entre le 8 novembre, date de son élection et le 20 janvier, date de son intronisation, les marchés avaient beaucoup progressé, la période qui suit est un peu moins favorable, et une consolidation s'est clairement mise en place. Pour le moment, elle est très limitée.

Ce n'est pas illogique et nous sommes habitués : « achetez la rumeur et vendez la nouvelle » est un adage connu de tous les boursiers depuis la nuit des temps.

Les optimistes ont en effet préféré regarder dans un premier temps toutes les éventuelles bonnes nouvelles qu'apportait l'élection d'un businessman à la tête du plus important pays du monde.

Baisser les impôts, notamment sur les sociétés, et augmenter les dépenses d'infrastructures permettraient d'augmenter la croissance et l'inflation assez sensiblement et c'est ce qu'ont retenu les marchés pendant plus d'un mois, même si l'application pratique de ces souhaits sera peut-être plus difficile qu'on ne le croit.

Mais la face cachée devait finalement apparaître : d'une part, les risques de surchauffe existent, obligeant éventuellement la banque centrale à adopter une politique monétaire plus restrictive. D'autre part, on avait peut-être oublié les mesures protectionnistes et isolationnistes qui peuvent avoir un double effet, augmenter les prix et ralentir certaines activités ou les marges de certaines entreprises.

Les tweets de Monsieur Trump ont suscité de nombreuses réactions, et ses premières décisions sont en complet accord avec ses annonces. Les propos de ses collaborateurs ont aussi beaucoup d'importance. L'un d'entre eux, Peter Navarro, qui est un de ses principaux conseillers économiques, a décidé de s'en prendre à notre voisin l'Allemagne en déclarant que celle-ci, comme le Japon ou la Chine avait une politique volontariste de baisse de sa devise visant à améliorer sa position concurrentielle par des moyens déloyaux.

Cette remarque fait sourire les nombreux partenaires de l'Allemagne qui savent bien que ce pays fait au contraire tout ce qu'il peut pour maintenir notre devise commune à un niveau aussi élevé que possible, gage de sérieux des politiques économiques.

Il est cependant très vrai que, selon plusieurs critères, l'euro est sous-évalué. L'Allemagne n'y est pour rien, mais les balances commerciales de la zone Euro et des USA le montrent de façon évidente.

Monsieur Trump va tout faire pour essayer de faire en sorte que le dollar redevienne aussi faible que possible. Sa volonté de manipulation de la devise apparaît ainsi clairement. Les marchés sont plus subtils, ils tiennent aussi compte des différentiels de taux d'intérêt, mais nous devons sans doute tenir compte de la volonté présidentielle américaine.

Jean-Philippe Mollet
Directeur

Achévé de rédiger le 2 février 2017
Document d'information sans valeur contractuelle